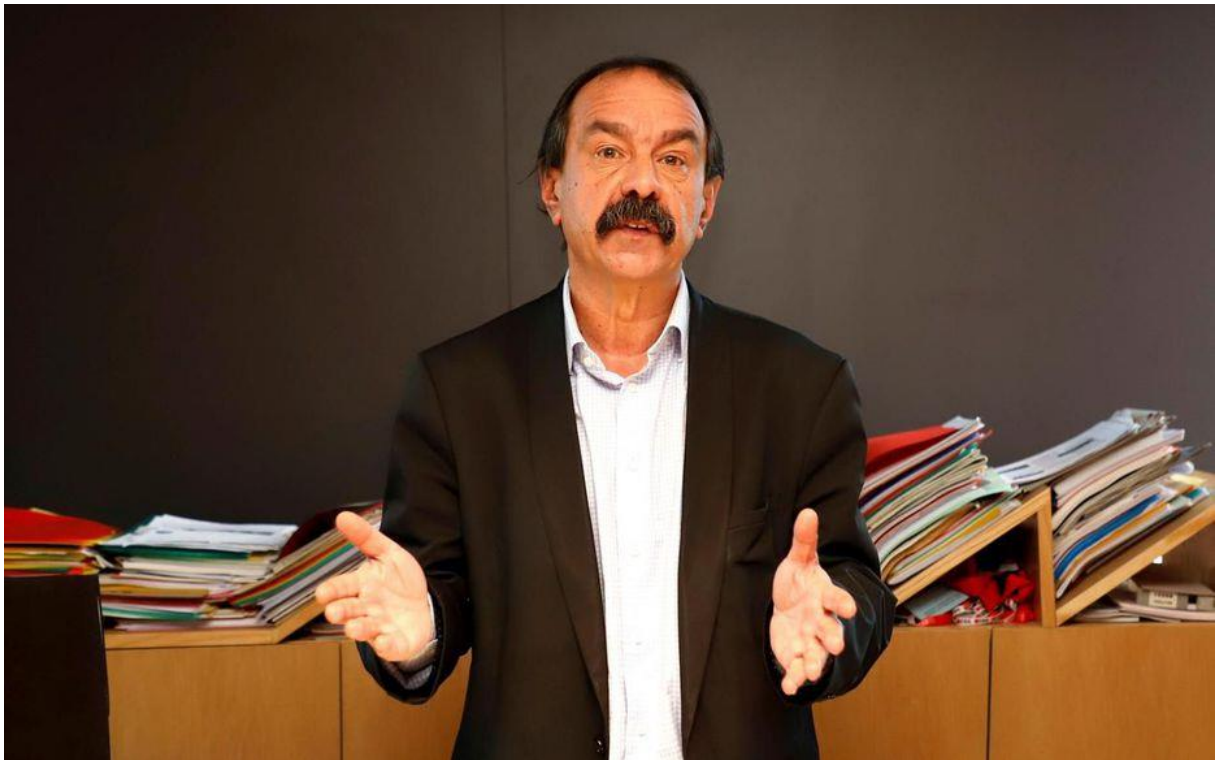


Philippe Martinez : « Nous condamnons toute forme de violence »

Le secrétaire général de la CGT réagit, en exclusivité, aux derniers événements qui ont émaillé le mouvement social, lié à la réforme des retraites. Il dénonce les intimidations et menaces dont lui et son syndicat font l'objet.



«Dès qu'il y a un problème, on cible les militants de la CGT», estime Philippe Martinez. [LP/Delphine Goldsztejn](#)

Par **Delphine Denuit et Matthieu Pelloli**

Le 18 janvier 2020 à 20h59

Des robes d'avocats jetées à terre, Emmanuel Macron chahuté au théâtre, le ministre de la Culture contraint de renoncer à prononcer ses

vœux, des députés LREM pris à partie, etc. Les nouvelles formes d'action se multiplient, concurrençant les manifestations traditionnelles. Les centrales syndicales, réformistes comme contestataires, sont-elles prises de vitesse ?

Le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, refuse d'y voir une remise en cause du syndicalisme et évite de parler de radicalisation. Il se félicite au contraire d'actions complémentaires, s'insurge aussi contre le « CGT bashing » et se prévaut d'un véritable soutien populaire : « Ce matin encore, à la boulangerie, un client m'a glissé un billet de 50 euros pour la caisse de solidarité CGT des grévistes ».

Condamnez-vous ce qui est arrivé à Emmanuel Macron, chahuté lors d'une sortie au théâtre vendredi soir ?

PHILIPPE MARTINEZ. Ce qui me choque, c'est le recours à la violence. Il faut vérifier ce qu'il s'est passé, beaucoup de choses se disent... Mais si c'est simplement un rassemblement de protestation, cela ne me choque pas du tout.

Marlène Schiappa évoque depuis un « climat insurrectionnel violent », que lui répondez-vous ?

Le gouvernement et la majorité devraient se montrer plus réservés. Quand un député LREM nous traite de « terroristes » le jour de la commémoration de l'attaque de Charlie (*NDLR : Jean-Pierre Pont, élu du Pas-de-Calais, assimilé le blocage des dépôts de carburant à du « terrorisme »*), il ne contribue pas à un climat serein... Surtout lorsqu'on connaît les liens de la CGT avec Wolinski et Charb, qui dessinaient chaque semaine dans notre journal. À chaque fois qu'un gouvernement perd le débat d'idées, il détourne l'attention sur les violences. Les Gilets jaunes aussi en ont fait l'expérience.

Les images de l'incendie de La Rotonde, restaurant prisé d'Emmanuel Macron, sont choquantes...

On ne connaît pas encore les circonstances. Mais, je le répète, nous condamnons toute forme de violence. Mais pour être très clair : il y en a marre du « CGT bashing » ! Nous n'avons pas à porter le chapeau de tout ce qui se passe dans le pays. Dès qu'il y a un problème, on cible les militants de la CGT.

Avez-vous eu des contacts récents avec Laurent Berger ?

Oui, je lui ai envoyé un SMS de soutien en début de semaine, après les attaques dont il a fait l'objet. Et je lui ai téléphoné dès que j'ai appris l'envahissement du siège de la CFDT. Il m'a confirmé, contrairement à ce qu'on a dit, qu'aucun militant de la CGT n'avait participé. Nous aussi, nous sommes victimes d'intimidations. Je reçois des messages de haine : « Sale espagnol, rentre dans ton pays ». Sans parler des menaces visant notre siège.

Ne faut-il pas appeler à la retenue certains de vos militants ?

Nous demandons à nos militants de faire attention aux provocations qui peuvent leur être faites.

Le privé n'embraye pas. Avez-vous échoué à mener la convergence des luttes ?

Les salariés du privé font face à d'énormes pressions. Pourtant, il y a bien des grèves dans l'industrie pharmaceutique, dans la métallurgie. Les salariés du privé se mobilisent, mais pas encore assez.

On observe de plus en plus d'initiatives individuelles dans les cortèges, l'Unsa RATP appelle à la suspension de la grève... Le mouvement vous échappe-t-il ?

Non, pas du tout. Cela montre seulement que les salariés ont de l'imagination pour montrer leur mécontentement. La grève recrée du lien, c'est un moment de fraternité où le collectif reprend le dessus sur l'individu. Je me félicite que ces valeurs-là persistent. Le président de la République devrait être fier d'être dans un pays où il y a de la solidarité alors qu'il prône les premiers de cordée et la réussite individuelle, tout le contraire. Quant au communiqué de l'Unsa, je rappelle que ce sont les assemblées générales qui discuteront des suites du mouvement lundi matin.

Où en sont vos discussions avec le gouvernement, alors que le texte sera présenté en Conseil des ministres le 24 janvier ?

Nous n'avons aucune discussion avec le gouvernement, contrairement à ce qu'il semble dire. Et pourtant nous posons des questions simples : qu'est-ce que c'est qu'une carrière complète, pour toucher au moins les 1000 euros? Au gouvernement, personne n'est capable de me répondre. Imaginez, j'avais plus de contacts avec Jean-Paul Delevoye qu'avec son successeur !

L'échéance approche, qu'est ce qui peut encore retourner la situation en votre faveur ?

Il faut continuer la mobilisation, les initiatives. Parmi les députés LREM eux-mêmes, des mouvements d'humeur se font sentir. Passer de l'âge-pivot à l'âge d'équilibre, c'est quand même du bricolage, certains élus de la majorité l'ont bien compris.